

## **Madame la Ministre, arrêtez de déménager les territoires, arrêtez de créer des déserts judiciaires.**

Annoncée pendant la campagne électorale par l'actuel Président de la République, la réforme de la carte judiciaire est menée tambour battant par la Garde des Sceaux qui met un point d'honneur à la mettre en place, **hâtivement, sans critères et sans concertation, passant outre l'avis des acteurs judiciaires, des élus et de la population.**

La fédération socialiste de Hautes-Alpes s'oppose à la refonte de la carte judiciaire, telle qu'imposée aujourd'hui par le gouvernement UMP. Cette réforme est fondée sur une logique purement comptable et ignore l'exigence fondamentale d'une justice de proximité pourtant défendue dans les discours du Président de la République.

Les socialistes ne sont pas hostiles au principe d'une réforme, à condition qu'elle fût négociée, réfléchie, argumentée, avec une vraie ambition politique d'aménagement du territoire et de service rendu.

### **Des solutions existent pour une justice de proximité pour tous :**

- un élargissement des domaines de compétence des tribunaux d'instance, par exemple, leur permettant de prendre en charge certaines affaires plus importantes, jusqu'alors réservées aux tribunaux de grande instance. Il en résulterait une plus grande activité de ces tribunaux et une plus grande proximité de l'action de la justice
- une redéfinition de la carte judiciaire, en cohérence avec le point précédent et non plus répondant à des seuls impératifs financiers
- une revalorisation des carrières des personnels de justice
- le redéploiement de crédits, à hauteur de 30 millions d'euros pour abonder le programme de l'aide juridictionnelle. En 2008, le nombre de demandes sera supérieur à celui de 2007. Il faut donc augmenter urgemment ce fonds.

Briançon n'a pas été épargné par cette réforme avec **les fermetures des tribunaux d'Instance et des Prud'hommes de Briançon.**

Et les compensations visant à créer **une maison de la justice et du droit** font peser de nouvelles **menaces sur les finances des collectivités** qui se verront, une nouvelle fois, dans le devoir de les mettre en place pour pallier **les désengagements de l'Etat.**

Dans le cadre de la loi de Finances 2008, l'Etat doit clairement transformer l'essai en allouant les sommes correspondant à ces promesses, sans quoi les citoyens seraient en droit de crier au mensonge.

Alors que de nombreux élus UMP n'ont pas hésité à dénoncer cette réforme qui met en péril leur territoire, **Alain Bayrou** a préféré soutenir la Garde des Sceaux.

Mais il est vrai qu'aujourd'hui le maire de Briançon a peut-être des raisons de ne pas se fâcher avec la Chancellerie.

Les socialistes haut alpins appellent les citoyens à se mobiliser contre cette réforme en trompe-l'œil qui aggrave les inégalités entre les citoyens de notre pays, qui accroît le fossé entre les Français et leur justice, qui détériore les emplois et l'économie des territoires. **Pour cela, nous appelons à la mobilisation le 29 novembre prochain au côté des professionnels de la justice, et notamment à Briançon.**